



Verbatim de la conférence de presse hebdomadaire

Mercredi 29 octobre 2014

Propos liminaires de Mme Myriam Dessables :

Questions/Réponses

Radio Ndeke Luka : Ma question est de savoir ce que fait concrètement la MINUSCA face à la montée de la violence car on se rend compte que rien n'a changé depuis que la MINUSCA est opérationnelle. Lors des derniers événements, organisés par les anti-balaka, il a fallu l'appel au calme des mêmes responsables des anti-balaka pour que les choses cessent pour qu'on ait la paix actuelle. L'insécurité ne cesse de croître nuit et jour. En ce moment, il est difficile de circuler au KM5, on ne peut pas traverser le Km5 à pied. Des hommes armés sont là mais on ne sait pas ce que font concrètement les forces des Nations Unies. Des ex-Séléka multiplient les rencontres nuit et jour en changeant de dénomination avec la création récente de l'UPC à Bambari par une branche dissidente de l'ex-Séléka. D'autres ex-Séléka s'organisent pour une prochaine assemblée générale et on se demande sur ce que font les forces des Nations Unies. Dans vos propos liminaires vous aviez déploré la situation des enfants qui sont victimes d'exactions jour et nuit, que fait également la MINUSCA pour la protection des Droits de l'Homme en général et pour la protection des enfants en particulier?

Myriam Dessables : Je pense que je vous donnerai la prochaine fois un état des lieux encore plus détaillé mais je crois vous avoir donné de nombreux éléments qui sont des actions de la MINUSCA dans la sécurisation de la ville et du pays. Notre mandat est justement de mettre en place la protection des civiles et c'est ce que nous faisons. Je pense que nous pourrions ne pas être tout à fait d'accord avec l'idée que l'insécurité continue d'augmenter. Certes il existe des lieux où il y a de gros problèmes et je viens d'ailleurs de vous décrire les actions prises pour y faire face. Concernant les événements cités, comme vous les savez ces événements sont motivés par des actions politiques qui malheureusement choisissent la violence pour exprimer leurs revendications, ce que nous condamnons fermement et plusieurs fois car la violence n'est pas le chemin de la solution en République centrafricaine. Tous nous devons nous mettre d'accord que nous sommes là pour appuyer les Centrafricains à établir la paix en RCA et c'est ce que nous faisons.

Tribune d'Infos : Ma première question est par rapport à la situation à Bambari où vous aviez dit que les Casques bleus ont sécurisé la manifestation et que les barricades ont été dégagées. Sauf erreur de ma part, ces barricades ont été remises. Je souhaite savoir si vous avez reçu la copie du Mémoire des manifestants

demandant le retrait pur et simple des éléments de l'opération Sangaris et ne réclamer que les Casques bleus de la MINUSCA ?

Myriam Dessables : La MINUSCA respecte entièrement et promeut le droit à la manifestation pacifique qui est un droit de l'homme reconnu. Il est donc tout à fait normal d'assurer la sécurisation des habitants qui demandent à manifester pacifiquement, ce qu'ils ont fait. Et nous félicitons la maturité de la population qui a mené cette manifestation sans violence. Ils ont effectivement remis un mémorandum à la mission. Ce que je peux dire est que les forces internationales sont ici pour assister à la sécurisation et à la pacification de la République centrafricaine et à la protection des civils. Nous sommes là pour assurer notre mandat tel qu'établi par la résolution 2149 du Conseil de sécurité. Notre réponse est donc dans le mandat. Pour revenir aux barricades, je vais transmettre cette information immédiatement parce que lorsqu'on dégage les barricades et qu'elles soient remises, cela n'aide pas mais elles seront de nouveau délogées.

Tribune d'Infos : Nous avons le regret de constater que la mise en application de la résolution 2149 des Nations Unies fait défaut. Pour preuve, jusqu'à ce jour, l'axe qui quitte l'avenue Koudoukou jusqu'au Km5 n'est pas pratiqué. Malgré les promesses de circulation des forces internationales, cet axe est jusqu'alors impraticable. Qu'est ce qui empêche la MINUSCA et toutes les autres forces déployées en Centrafrique de rendre cet axe praticable. Est-ce parce que le désarmement n'a pas encore eu lieu ? Est-ce parce qu'on craint des attaques qui pourraient jouer sur l'intégrité physique des Casques bleus en se disant que ce problème est avant centrafricain et il faudrait que les Centrafricains le résolvent. Pouvez-vous nous donner les raisons pour lesquelles cet axe demeure impraticable ?

Myriam Dessables : Je commence par vous dire tout de suite que je m'érige contre l'idée que nos Casques bleus craignent quoi que ce soit. Ils sont là, sur place et exposés, et un à même perdu la vie pendant les derniers événements. Nous avons eu plus d'une douzaine de blessés, la majorité par balle ou par grenade. Ce n'est alors pas par défaut de s'exposer dans des situations très dangereuses. Comme l'avait dit le commissaire quand il s'était adressé à vous, c'est un exercice qui demande la coopération de tout le monde et c'est en cours. Je me souviens qu'il vous a dit que tout le monde s'attendait à ce que la mission arrive le 15 septembre et le 16 septembre tout est sécurisé et tous les bandits arrêtés. Vous savez bien que les choses ne se font pas comme cela. Je peux vous garantir que la « *Bangui taskforce* » travaille très sérieusement à la sécurisation de la ville de Bangui. C'est pour cela que j'ai commencé cette conférence de presse par l'annonce de la réunion qui a eu lieu pour affiner le plan de sécurisation que nous mettons en œuvre en appui aux forces de Police et de Gendarmerie locales.

Tribune d'Infos : Concernant la Justice, en matière des Droits de l'Homme, aujourd'hui la répression du banditisme est difficile par la chaîne pénale qui a du plan dans l'aile. Vous avez parlé de recommandations. Sur le plan pénal, quelles sont ces recommandations puisqu'aujourd'hui, les personnes mises en cause ne peuvent pas être recherchées et c'est cela qui fait la faiblesse du système judiciaire ?

Myriam Dessables : Vous venez d'appuyer ce que j'ai dit parce que c'est clair que la faiblesse du système judiciaire est aussi notre grande préoccupation et nous travaillons avec le système judiciaire pour voir ce qui est nécessaire pour que nous puissions les appuyer au mieux. Je vous ai fait état de ce qu'on appelle « *projets à*

impacts rapides » que nous allons mettre sur pied pour donner un appui technique le plus rapidement possible au Ministère de la Justice dans le cadre de la réhabilitation des maisons d'arrêt, des cours et tribunaux. Il ne s'agit pas seulement de réhabilitation physique mais aussi du fonctionnement et c'est quelque chose qui fait partie de nos priorités. Je vous rappelle que je vous ai annoncé plus de 19 personnes interpellées ces derniers jours donc l'incapacité est quelque chose sur laquelle on pourrait discuter. Il est clair que ce sont des faiblesses dont nous sommes conscients et c'est aussi la raison pour laquelle la Centrafrique nous a demandé de venir. Nous travaillons au meilleurs moyens d'appuyer le système judiciaire afin qu'il puisse être fonctionnel. C'est notre priorité.

Le Confident : Nous avons la faiblesse de croire que la MINUSCA, jusqu'aujourd'hui, essaie de faire le maintien de la paix au lieu d'amorcer réellement le désarmement comme prévu dans la résolution 2149. La MINUSCA mène des consultations pour que les élections se tiennent or on sait que ces élections sont tributaires de la situation sécuritaire qui, pour l'instant, est dégradée même en présence de la MINUSCA. Allons-nous assister à quel genre d'élections dans cette situation sécuritaire que vous-mêmes avez souligné et qu'on peut dire que le tableau est sombre.

Myriam Dessables : Le tableau est moins sombre qu'avant notre arrivée donc j'espère qu'il s'éclaircit. Votre préoccupation est très importante et il est clair qu'un climat apaisé est absolument essentiel pour la tenue d'élections. Je pense que nous sommes d'accord. Il est aussi clair que ces discussions, nous l'espérons, vont être soulevées lors du forum de Bangui car c'est vraiment là que tous les problèmes doivent être mis sur la table, toutes les revendications et ensemble trouver les solutions que les Centrafricains veulent pour leurs pays. Nous savons tous que les Centrafricains aspirent à la paix de leurs vœux. J'aimerais vous rappeler ce que le Général vous a dit lors de sa conférence de presse ici à propos du désarmement. Il vous avait rappelé que premièrement il n'y a aucune résolution du Conseil de sécurité qui appelle au désarmement forcé. Elles ne sauraient le faire puisque cela ne marche pas. Si vous prenez de force ce que quelqu'un a pris pour appuyer ses revendications il va en chercher une autre. Il est donc clair que le problème de DDR est un problème qui doit être pris dans son ensemble avec, à la base, les causes du pourquoi les armes ont été prises. C'est un problème beaucoup plus profond et c'est pour cela que le forum de Bangui est si important. Raison pour laquelle j'ai vraiment insisté sur le fait que nous sommes en train de travailler avec les autorités pour voir la méthodologie qui va permettre que toutes ces revendications soient discutées et mises sur la table une fois pour toute. C'est exactement la question qui avait été posée et à laquelle j'ai répondu. C'est venu dans des conversations, des forums, on en a eu et il y a même des spécialistes et professionnels des forums. Nous devons nous assurer avec les autorités que ce forum ne soit pas une répétition de ce qui s'est fait au par avant, de manière à ce que de solutions durables puissent émerger et nous permettre de nous organiser pour avoir des élections qui permettront à la Centrafrique de sortir de la crise.

L'Agora : A la lumière de vos explications, par rapport aux préparatifs du forum de Bangui et la MINUSCA ayant une composante politique, est-ce que la classe politique est prise en compte dans les préparatifs pour que les questions essentielles soient prises en compte ? Vous avez annoncé dans vos propos liminaires qu'il y a eu une rencontre entre le Général Babacar Gaye et le Directeur de la police nationale. Nous souhaitons savoir est-ce qu'on peut s'attendre à un dispositif clair concernant l'intervention de la police de la MINUSCA sur le terrain car pas plus tard qu'hier j'ai appris par un confrère qui se trouve à Béloko qu'une

opération serait menée par un commissaire de police, sur place, contre les éléments anti-balaka qui braquaient les camions sur le tronçon Bangui-Garoua Mboulai. Ce n'est qu'après que les éléments de la MINUSCA sont venus encourager le commissaire et lui promettre un appui dans les prochaines missions. Partons de cet exemple, y aura-t-il un dispositif conséquent par rapport à disponibilité de la MINUSCA ?

Myriam Dessables : La réponse à votre première question est absolument oui. D'ailleurs concernant la préparation du forum de Bangui, ce sont nos collègues des Affaires politiques qui travaillent dessus. Il est donc clair que le forum ne sera un succès si la participation de toutes les forces vives de la nation n'est pas là. C'est pour cela que la méthodologie sur laquelle le travail est en train d'être fait a pour préoccupation la participation de tous afin de s'assurer du succès de ce forum. Pour votre deuxième question, la réunion d'hier n'est pas du tout la première. Il y a une coordination constante entre la police des Nations Unies qui vient en appui à la Police nationale et à la Gendarmerie nationale. Les gens en uniforme ne vont pas nous donner tous leurs détails d'opérationnalisation mais non seulement ils travaillent ensemble, ils ont même expliqué qu'ils se répartissent certains secteurs donc cette coopération existe déjà au quotidien. A nous les civiles, ils ne vont pas dire que la Police a tel quartier et que tel bataillon a ce quartier car ces détails opérationnels pourront peut-être mettre en jeu leur succès s'ils sont dévoilés. Je peux vous garantir que ce travail conjoint existe déjà et il ne va être que renforcé.

Le Pays : Ma question concerne le désarmement. Aujourd'hui à Bangui le braquage est devenu monnaie courante. Lorsque ces gens finissent de dépouiller toute la population, ils risqueront de venir ici à la MINUSCA. Pouvez-vous réellement mettre en place le système de désarmement, en passant à la vitesse supérieure et désarmer porte par porte ?

AFP : Pour compléter mon confrère, savez-vous que lorsqu'une population est attaquée dans un quartier, cette population victime fait tout pour s'armer ? La population civile est actuellement en train de s'armer pour sa propre défense parce qu'elle se sent un peu abandonnée et ne ressent pas vraiment les effets des actions de la Police de la MINUSCA auprès d'elle. Certaines populations se sont déjà armées et d'autres sont en train de le faire.

Myriam Dessables : Je vais répondre en deux temps. Il ne faut pas confondre le processus de DDR qui concerne les groupes armés aux actes de banditisme tels qu'on l'a vu ces derniers temps dans Bangui. C'est pour cela que je vous donnais des chiffres qui sont très importants pour que vous vous rendiez compte que la Police est en train d'agir dans ce sens. Quand je vous dis qu'il y a eu 19 personnes interpellées, la majorité du temps ces personnes ont été interpellées car porteuses d'armes illégales et ces armes sont saisies immédiatement. Comme vous le savez, si ces porteurs d'armes illégales essaient d'entrer dans des discussions ou des négociations, cela risque de mal tourner. La commissaire l'a dit ici et l'a répété plusieurs fois, la Police ne tolérera pas que des gens se promènent avec des armes illégales dans la ville de Bangui. S'ils sont pris avec ces armes illégales, ils seront arrêtés et leurs armes confisquées. C'est pour cela que je vous ai dit que parmi les armes saisies il y a des armes blanches, des grenades et des kalachnikovs etc. Cette action ira en grandissant et d'un côté plus musclé. Ce n'est pas quelque chose que la Police considère acceptable, que des gens se promènent avec des armes illégales dans la ville de Bangui.

Je vous remercie !